



APPEL « ATTENTATS RECHERCHE »

Bilan établi au 31 janvier 2016

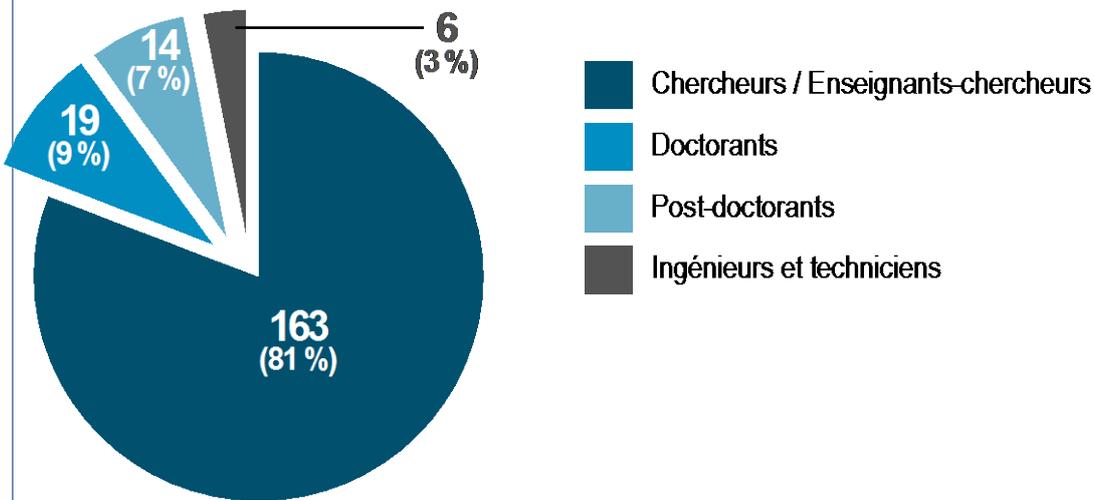
Les chiffres-clés

Source CNRS au 31/01/2016

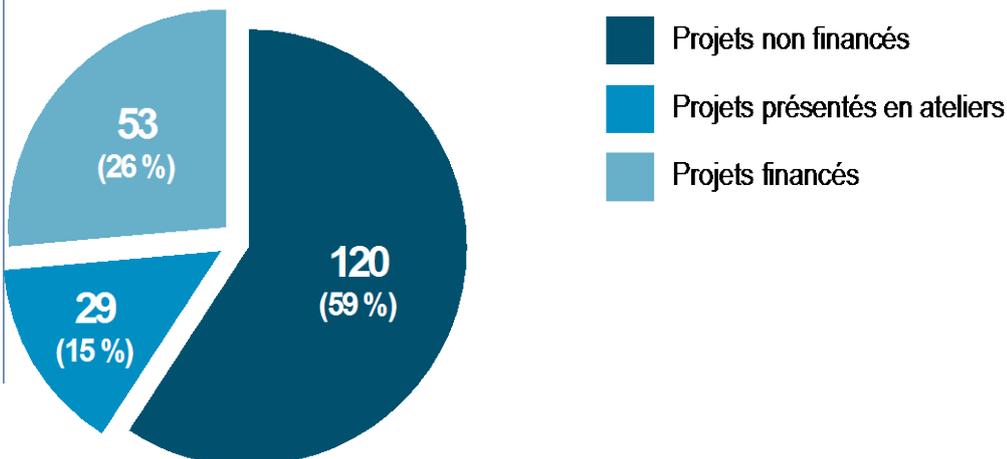
Part des projets issus du monde académique par rapport au nombre de propositions reçues



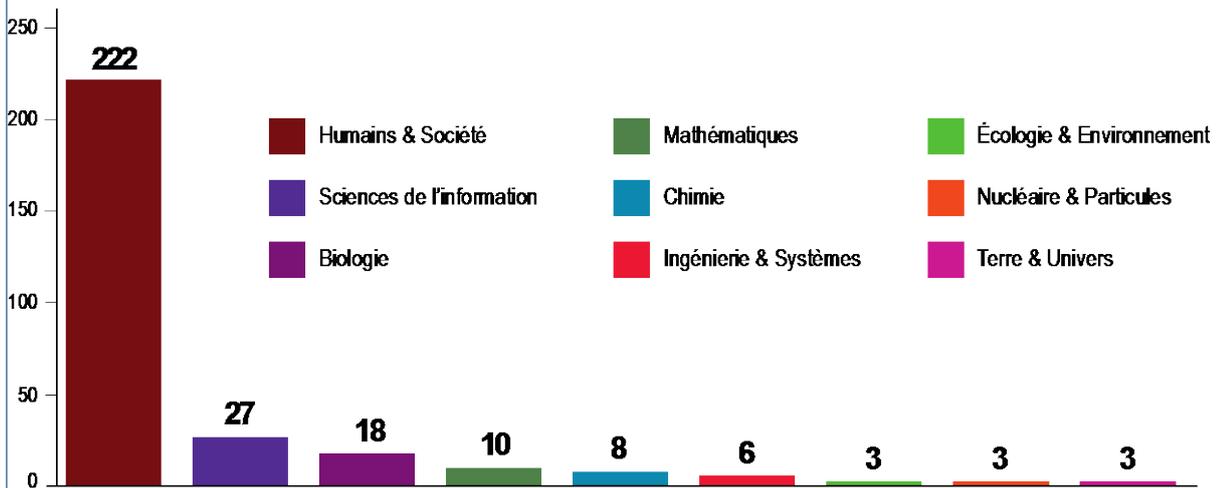
Répartition des 202 projets issus du monde académique



Part des projets financés

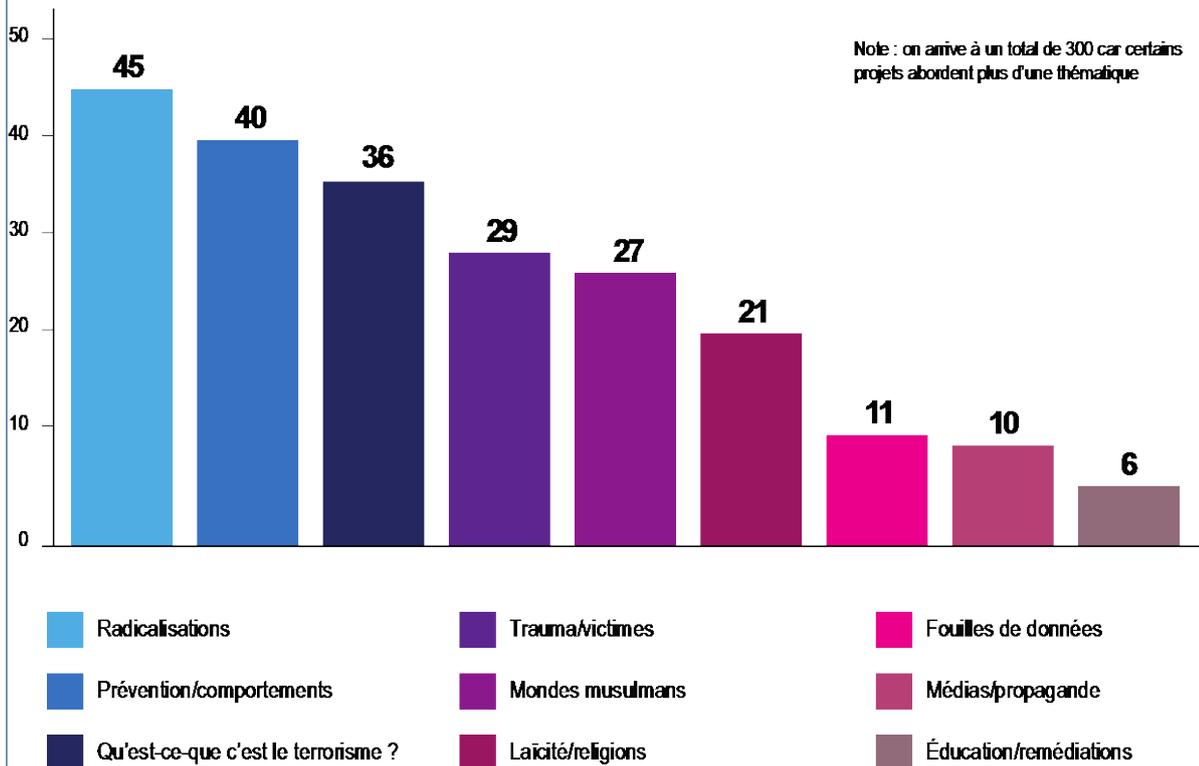


Répartition des projets par disciplines scientifiques



Note : on arrive à un total de 300 car certains projets regroupent plusieurs disciplines

Répartition des projets par thématiques



Note : on arrive à un total de 300 car certains projets abordent plus d'une thématique

Appel à projets « Attentats-Recherche » : une mobilisation massive

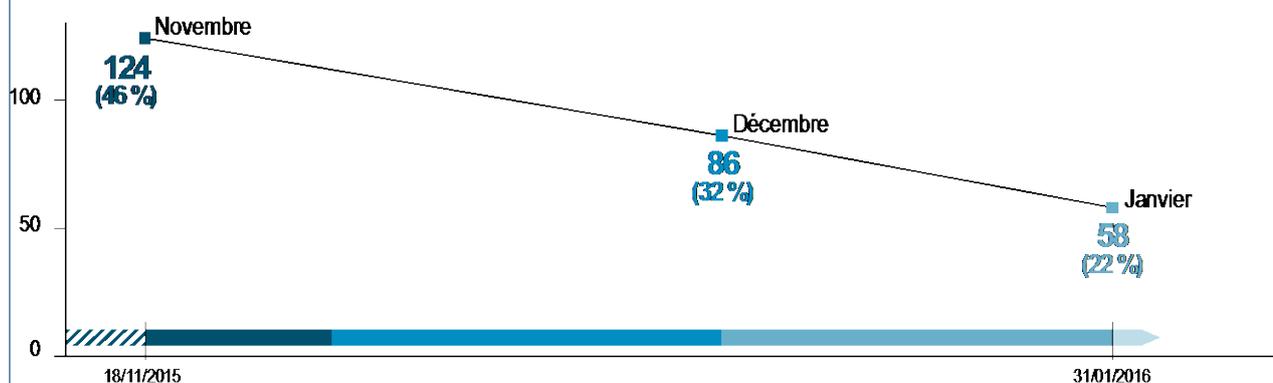
Un peu plus de trois mois après l'adresse lancée à tous les membres de la communauté académique sans exclusive par le président du CNRS, nous constatons que l'appel a été largement entendu. Avec 268 projets, propositions, témoignages, encouragements, etc. reçus depuis le 18 novembre, la mobilisation des chercheur-e-s, mais également des ingénieur-e-s et de représentant-e-s de la société civile touchés par cet appel, a été immédiate et massive. Aux projets de recherche qui représentent l'essentiel des envois, se sont ajoutées des propositions émanant d'entreprises (dont quelques startups issues de la recherche), de services publics et de collectivités territoriales.

Il est probable, compte tenu du degré de maturité de plusieurs de ces projets qu'ils étaient sinon prêts du moins avancés au moment de l'appel « attentats-recherche ». Ce dernier a permis à ces équipes d'en accélérer la finalisation. Au fil des semaines cependant, sont apparus des projets construits en réponse à l'appel. Plusieurs demandes de financement de thèse figurent aussi par les projets déposés. Elles montrent une dynamique de la jeune recherche en sciences humaines et sociales, porteuse de la plupart des projets et qui illustrent l'intérêt des doctorants pour ces thématiques.

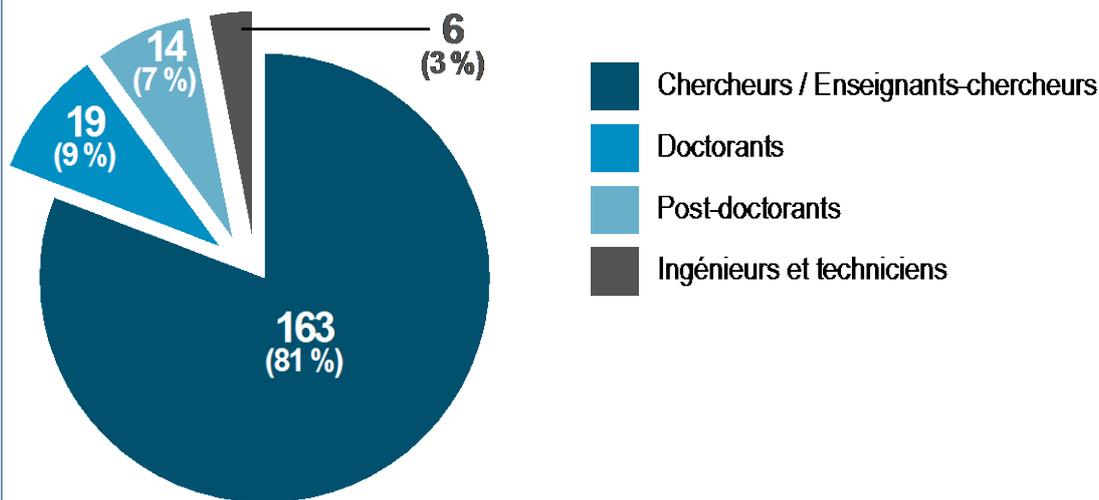
Le CNRS se félicite de la grande réactivité de toutes les composantes du monde académique, déterminé à comprendre et à aider à comprendre les questions posées à nos sociétés par les attentats et leurs conséquences. Dans de telles circonstances, partager les résultats de la recherche avec la société, comme le montre le grand nombre de propositions de colloques, d'ouvrages, de films et d'objets multimédia déposés, devient pour beaucoup un impératif moral.

Au delà, le CNRS constate la volonté des enseignants-chercheurs et chercheurs de nourrir, d'inspirer les décisions publiques et même de participer à leur mise en œuvre avec les services concernés.

Nombre de propositions reçues entre le 18/11/2015 et le 31/01/2016



Répartition des 202 projets issus du monde académique



Les sciences humaines et sociales au premier plan... Mais pas seulement

La majorité des projets de recherche (83%) relève des sciences sociales et des humanités : économie, gestion, sciences politiques, études sur les aires culturelles, mais aussi anthropologie, philosophie, sociologie, communication, arts, histoire, etc. Sur ces projets, un sur quatre environ est construit en interface avec d'autres sciences, témoignant ainsi de la grande porosité des sciences sociales avec les sciences de l'information ou les neurosciences notamment.

L'appel fait apparaître plusieurs projets novateurs en sciences du comportement. Un appel lancé dans ce domaine en 2015 par la Mission Interdisciplinarité du CNRS avait permis d'étendre des recherches jusque là concentrées sur le comportement animal et dans le champ des neurosciences aux comportements collectifs et conduites sociales.

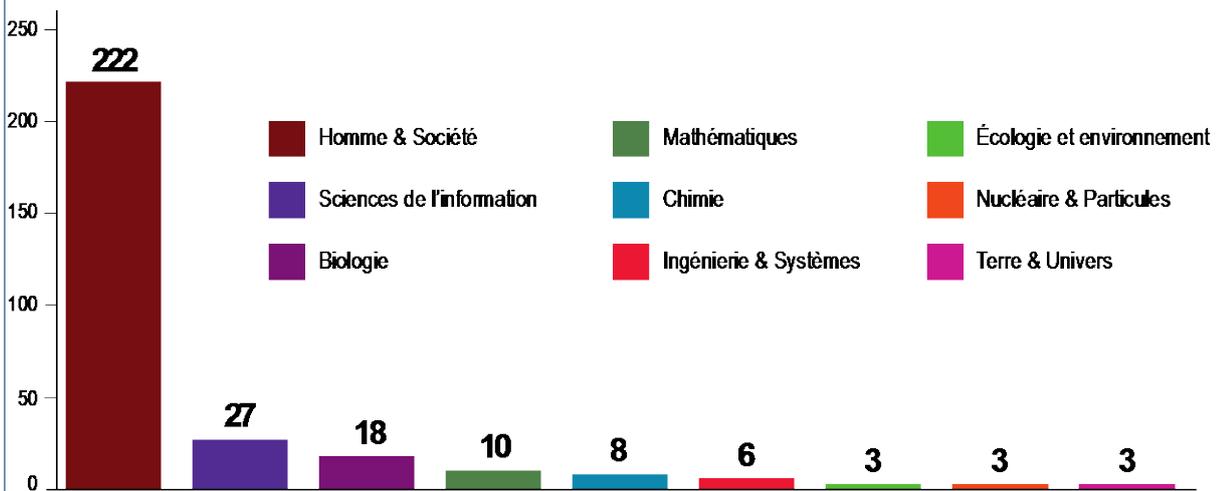
<http://www.cnrs.fr/mi/spip.php?article795>

L'appel « Attentats-Recherche » démontre, si besoin en était, que toutes les disciplines de la recherche sont concernées par les attentats. C'est la diversité des recherches qui frappe et qui fait la force des solutions qui émergent. Il n'y a pas d'exclusivité des sciences humaines. Des projets émanent aussi des sciences de l'information, de la chimie, des sciences cognitives, des mathématiques : plus d'un tiers des projets de recherche (78 exactement) ont ainsi été examinés avec en premier expert des scientifiques issus des instituts du CNRS autres que l'INSHS.

Enfin, nombre des projets déposés font preuve d'une volonté de transférer leurs travaux dans des politiques publiques destinées à construire une meilleure prévention. Cette détermination se traduit par des projets de « recherche-action », des idées de *community services* (actions de recherche organisées

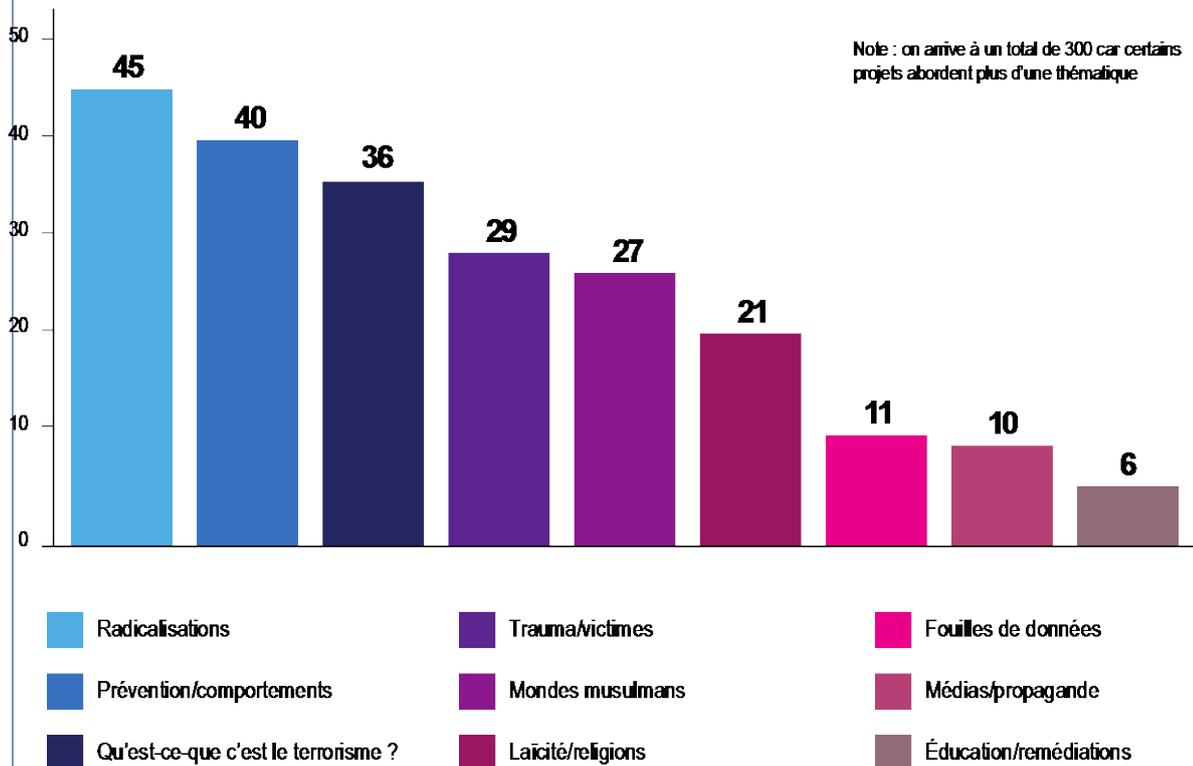
par les universités en collaboration avec les populations dans leur environnement proche) ou par des enquêtes de terrain avec entretiens rapprochés pour comprendre finement les phénomènes à l'œuvre.

Répartition des propositions par disciplines scientifiques



Le tableau ci dessous donne le panorama des thématiques abordées dans les projets. L'éventail est très vaste avec une forte concentration autour de la thématique de la radicalisation, entendue dans plusieurs domaines : basculement dans la violence, trajectoires individuelles et collectives, causes sociales, structuration des réseaux, propagande, remédiation... La question de la prévention, vue notamment sous les angles des comportements individuels et collectifs, avec l'apport fréquent des neurobiologistes, est également prépondérante dans un grand nombre de projets.

Répartition des projets par thématiques



L'appel a été largement entendu sur l'ensemble du territoire. Toutes les grandes universités et/ou institutions sont représentées, ce qui montre que la France dispose, sur ces thématiques, de forces de qualité en SHS réparties sur tous les sites.

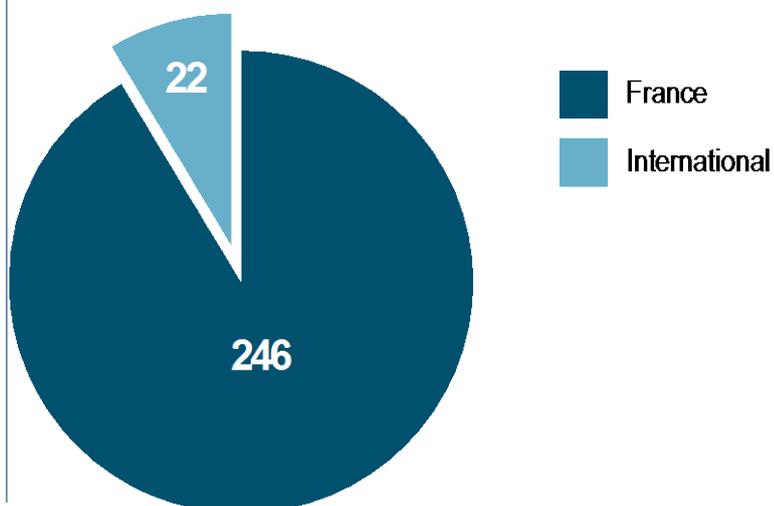
Répartition des propositions reçues par Comue ou université (porteurs et leurs partenaires)

Comue/Université	Reçues
CoMUE d'Aquitaine	12
HESAM université	13
Languedoc-Roussillon Universités	3
Lille Nord de France université	6
Normandie université	6
PSL - Paris sciences et lettres	28
Sorbonne universités	6
Université Bretagne Loire	7
Université Confédérale Léonard-de-Vinci (Centre-Val université)	2
Université Côte d'Azur	6
Université de Bourgogne Franche-Comté	3
Université de Champagne	1

Université de Lyon	18
Université fédérale de Toulouse Midi-Pyrénées	10
Université Grenoble Alpes	12
Université Paris Lumières	4
Université Paris-Est	2
Université Paris-Saclay	9
Université Paris-Seine	1
Université Sorbonne Paris Cité	26
Aix-Marseille université	13
Université de Corse	1
Université Jules Verne	1
Université de Lorraine	6
Université de Strasbourg	7
CNRS (unités propres)	4
CEA (Commissariat à l'énergie atomique)	3
Autres organismes : CF2R (Centre Français de Recherche sur le Renseignement), INHESJ (Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice), IHEST (L'institut des hautes études pour la science et la technologie)	3
Umifre (Unités mixtes de recherche CNRS-Ministère des Affaires Etrangères)	5

L'écho de l'appel « attentats – recherche » a résonné bien au delà des frontières hexagonales, dans plusieurs pays européens mais aussi au Liban, en Israël, aux Etats-Unis, au Brésil. On dénombre plus d'une vingtaine de projets à caractère international, la plupart en lien avec des UMIFRE (1) du CNRS, notamment celles du Maroc, de Tunisie et de Turquie, démontrant une fois de plus, la qualité de ce réseau, en prise directe avec les problématiques et les chercheurs des pays d'accueil.

Origine géographique des propositions



Une sélection qui donne sa chance à de nombreux projets

Dès le lancement de l'appel, un comité de pilotage incluant des représentants scientifiques de tous les instituts du CNRS a été créé. Adossé à la Mission Interdisciplinarité (MI) du CNRS, dans laquelle siègent des représentants des instituts et des grandes directions de l'organisme, ce comité suit le cheminement des projets depuis leur réception, leur évaluation et jusqu'à l'attribution des crédits, dans le cadre budgétaire et sur la base de quelques règles simples :

- Donner leur chance à un maximum de propositions originales et émergentes.
- Respecter au maximum la consigne de simplicité dans les procédures et répondre au fil de l'eau de façon à encourager un début rapide de la recherche.

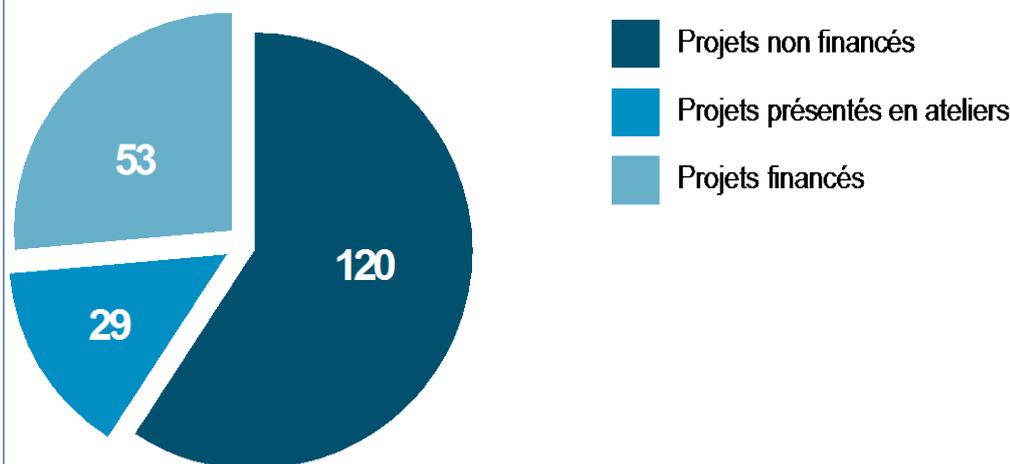
Pour l'évaluation des projets, le comité a bénéficié d'un double regard du CNRS sur chaque projet – tout en s'efforçant d'arbitrer au sein du comité et de répondre aux porteurs de projet dans un délai rapide.

Un peu plus d'un projet sur quatre a été retenu. Sur 202 projets de recherche, le comité de pilotage a accordé un financement à 53 projets, soit 26,2% des dossiers. Cependant, ce pourcentage devrait augmenter, **l'appel restant ouvert jusqu'au 3 mars**. La sélection comprend à la fois des jeunes chercheurs et encore non titulaires des universités ou du CNRS, des chercheurs chevronnés qui font le choix d'une nouvelle orientation dans un domaine « à risques » ou qui trouvent l'occasion d'explorer de nouvelles applications.

Un certain nombre de projets pertinents ont été sélectionnés pour des présentations dans des ateliers qui seront organisés au CNRS (voir plus loin).

Les financements octroyés s'échelonnent de 2000 à 30.000 euros, avec une vingtaine de de projets financés entre 10 et 20 000 euros. Le budget consacré à l'appel « attentats-recherche » dépassera les 600.000 euros.

Répartition des projets financés

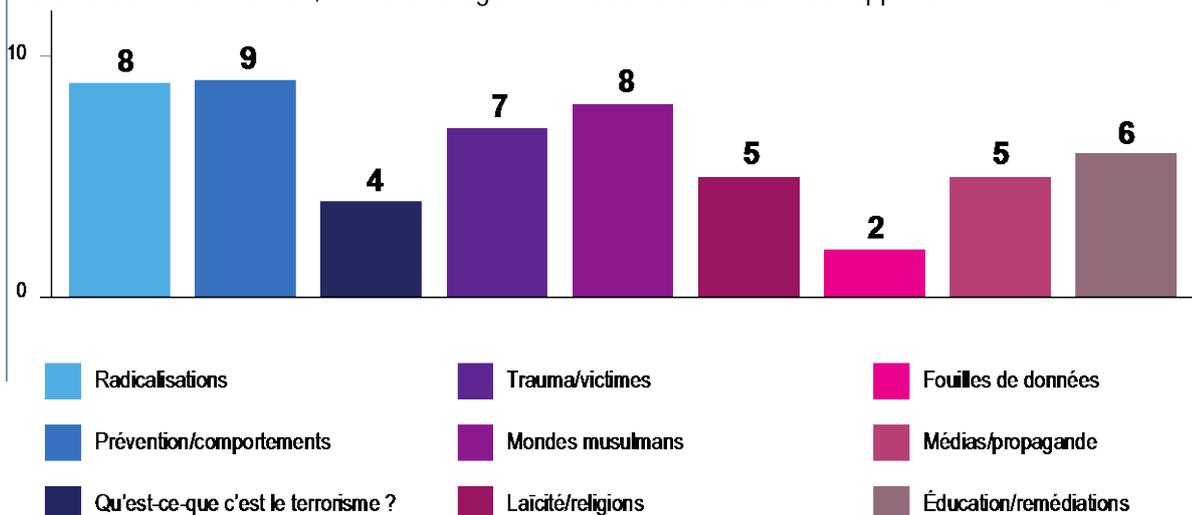


Répartition des projets sélectionnés par Comue, universités

Comue/Université	Projets acceptés (porteurs)
CoMUE d'Aquitaine	5
HESAM université	2
Languedoc-Roussillon Universités	1
Lille Nord de France université	2
CoMUE Normandie université	2
PSL - Paris sciences et lettres	10
Sorbonne universités	3
Université Bretagne Loire	1
Université Côte d'Azur	1
Université de Lyon	3
Université fédérale de Toulouse Midi-Pyrénées	3
Université Grenoble Alpes	3
Université Paris Lumières	1
Université Paris-Est	2
Université Paris-Saclay	4
Université Sorbonne Paris Cité	1
Aix-Marseille université	4
Université Jules Verne	1
Université de Lorraine	1
Université de Strasbourg	1
Institut d'histoire du temps présent (IHTP) CNRS UMR8244	1
Umifre (Unités mixtes de recherche CNRS-Ministère des Affaires Etrangères)	2

Répartition des projets sélectionnés par thématiques

Au delà de cette sélection, le CNRS a également souhaité travailler au rapprochement entre différentes





recherches afin d'éviter les doublons mais aussi de créer une articulation entre les projets et une dynamique nouvelle. C'est ainsi que des chercheur-e-s et enseignant-e-s- chercheur-e-s, financés par l'appel à projets ou non, seront réunis dans des « ateliers thématiques » qui se dérouleront entre mi-avril et septembre 2016. Ces rencontres de travail leur permettront de réfléchir ensemble à des demandes plus ambitieuses (projets ANR 2017, défis pluriannuels de la Mission Interdisciplinarité, intégration d'une action dans le programme d'une plateforme ou d'une UMR par exemple). Le premier de ces ateliers intitulé – « Genèse des radicalisations : comportements et remédiations » se déroulera au CNRS le 18 avril 2016. Il sera suivi d'un autre atelier consacré à « Genèse des radicalisations : trajectoires et contextes » dont la date reste à fixer.

A tous ceux qui ont répondu à l'appel, et quelle que soit la réponse qui leur a été donnée, le CNRS donne d'ores et déjà **rendez-vous le 18 novembre 2016** pour une rencontre qui permettra de présenter des premiers résultats et de poursuivre la réflexion et l'action engagées par l'appel à projets lancé le 18 novembre 2015.



Quelques exemples de projets sélectionnés

Catherine Blaya, (Université Paris Diderot, Nice Sophia Antipolis)

« **Stop aux appels à la haine sur internet (SAHI) : recherche-action sur les appels à la haine dans le cyberspace chez les jeunes âgés entre 11 et 18 ans** »

Cette recherche-action, menée en lien avec des établissements scolaires, permettra de mieux comprendre les processus d'adhésion à des groupes extrémistes et de recrutement par les réseaux djihadistes, afin de mieux identifier les conduites à risques sur internet et de mieux les prévenir. Les jeunes se radicalisent-ils via internet ? A cette question, souvent débattue dans les médias mais non résolue, ce projet pourrait apporter des réponses.

Pauline Blistène et Olivier Chopin, Institut des sciences juridique et philosophique de la Sorbonne (CNRS-Paris 1) et CESPRA (EHESS)

« **Terrorisme et Séries TV en démocratie** »

Ce projet vise à analyser la représentation du terrorisme et de la sécurité dans des séries télévisées et de mesurer leur impact sur la compréhension populaire mais aussi politique de l'environnement sécuritaire post-11 septembre et post-Charlie. Le nombre de séries mettant en scène les coulisses des régimes démocratiques aux prises avec une menace terroriste a augmenté de manière significative : 24h Chrono (Fox, 2001-2014), Homeland (Showtime, 2011-...), Person of Interest (2011-...), Le Bureau des Légendes (Canal +, 2015-...), Au service de la France (Arte, 2015-). Le travail comportera des analyses de corpus de séries ainsi que des entretiens auprès de professionnels de l'industrie du divertissement et des agences de sécurité nationale, en France et aux USA.

Instistut Interdisciplinaire d'anthropologie du Contemporain CNRS-EHESS

« **Radicalisations : allers et retours entre ici et là-bas** »

Comment définir la radicalisation ? Par des approches décentrées et comparatives, ce projet qui associe chercheurs européens et proche et moyen-orientaux doit permettre de mieux comprendre les processus de radicalisation djihadiste, par une étude des différentes configurations du djihadisme en France et en Europe visant à expliquer pourquoi la radicalisation djihadiste est plus forte dans certains pays européens que dans d'autres. Le projet repose sur un réseau de chercheurs irakiens, syriens, égyptiens, turcs, iraniens et des pays du Golfe.

Magali Della Suda, Centre Emile Durkheim (CNRS, Sciences Po Bordeaux)

« **Enjeux passés et présents de la laïcité et des questions religieuses : Comparaisons méditerranéennes** »

Ce projet pluridisciplinaire participe des nouvelles approches de sociologie politique qui s'intéressent à la religion comme ressource dans une mobilisation collective. Il vise à appréhender les processus de politisation non seulement par le prisme de la mise à l'agenda gouvernemental de la laïcité ou des



questions religieuses, mais aussi à rendre compte de la manière dont des individus et des groupes sociaux interviennent dans l'espace public au nom de leur conviction religieuse ou au nom de la laïcité. Le projet prendra la forme d'une école thématique.

Stéphanie Dubal, Institut du cerveau et de la moelle épinière (CNRS, UPMC), **Guillaume Dezechache** chercheur post-doctorant, Université de Neuchâtel

« Chacun pour tous ? Réactions individuelles et collectives à la menace au cours de l'attentat »

Exposés à la menace, les humains ne se préoccuperaient que de leur propre survie, au détriment de leurs voisins si nécessaire. Cette conception a connu un succès intellectuel et académique important. Pourtant, des travaux plus récents et basés sur des entretiens avec des survivants à certains désastres (attentats, naufrages de bateau, incendies etc.) mettent à mal l'idée que les réactions individuelles et collectives à la menace seraient principalement individualistes. Ce projet cherche à mieux comprendre l'interaction entre les motivations individualistes et pro-sociales en situation de danger, ainsi que leur temporalité. Les processus d'évacuation pourraient bénéficier d'une meilleure compréhension de ces phénomènes de groupe.

Jérôme Ferret, MSH Toulouse, avec l'Ecole des Ponts et un réseau international

« L'action publique anti-terroriste (APAT) : organisation, conduite et réflexivité dans un pays exposé »

La France possède une longue expérience de lutte contre le terrorisme, des instruments de politique publique éprouvés, mais ces institutions et dispositifs sont inadaptés aux menaces actuelles. Le projet *l'action publique anti-terroriste (APAT)* interroge les réponses des acteurs publics à la menace terroriste : l'institutionnalisation de cette action publique, son organisation, sa professionnalisation, sa conduite, ses partenariats avec les opérateurs privés et sa réflexivité dans des pays démocratiques très exposés. L'enquête portera sur la France dans une perspective comparative avec l'Espagne, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et Israël et de *Policy Transfer* de ses résultats.

Hélène Frouard, Centre de Recherches Historiques (EHESS, CNRS)

« La construction d'une mémoire collective : le registre de condoléances de la mairie du IX^{ème} arrondissement »

Ce projet vise à une étude globale du registre de condoléances déposées à la mairie du onzième arrondissement après les attentats de novembre. Il interroge la matérialité des témoignages post attentats et étudie, à travers des entretiens, les processus d'écriture. Il s'agit, à partir de ces témoignages, de mieux cerner la population directement et indirectement touchée par les attentats et la manière dont elle a été impactée. Des travaux sur les expériences similaires à New York ou Madrid ont déjà été menés.

William Gasparini, unité de recherche « Sport et sciences sociales », université de Strasbourg

« Le sport dans les quartiers : repli communautaire ou facteur de métissage ? »



Le projet vise à étudier les processus de radicalisation liés à l'Islam salafiste au sein des structures de sport amateur. Plusieurs types de pratiques ont été observées et mentionnées dans des rapports officiels : refus de la mixité, signes religieux ostensibles, pressions exercées sur les jeunes. La question est donc de voir dans quelle mesure le sport est un vecteur d'intégration des jeunes de quartiers défavorisés, ou si au contraire il est un des moyens utilisés par l'Islam radical au service de son prosélytisme. La recherche s'appuiera sur un dispositif d'enquêtes de terrain dans deux quartiers sensibles en Alsace.

Alexandra Herfroy-Mischler, (Hebrew University of Jerusalem, Centre de Recherche Français à Jérusalem)
« La stratégie communicationnelle et informationnelle de Daesh auprès des médias occidentaux »

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, la relation entre les médias occidentaux et les activités terroristes est devenue un thème central pour la recherche anglophone sur le terrorisme et le contre-terrorisme. De nombreux médias ont diffusé des vidéos produites par Al-Qaeda, attribuant, *de facto*, le même statut à une source terroriste et une source officielle ou experte. Il s'agit dans ce projet d'étudier le contenu et la circulation des vidéos de décapitations, principale production des organisations de communication appartenant à Daesh. L'objectif de l'étude est d'analyser les enjeux de cette « bataille médiatique ».

Julien Legros COBRA, Chimie Organique, Bio organique : Réactivité et Analyse (CNRS, INSA, Université Rouen)
« Neutralisation d'armes chimiques sur site par des dispositifs en flux continu transportables (NACFLU) »

Le projet NACFLU propose de réunir les compétences de plusieurs laboratoires spécialistes en chimie de synthèse en flux pour parvenir à la mise au point de procédés micro- ou milli fluidiques sûrs, simples et transportables rapidement sur site pour la neutralisation d'agents toxiques de types moutarde au soufre. Il propose la mise au point de dispositifs embarqués pour la neutralisation d'armes chimiques (moutarde et organophosphorés) par réaction chimique douce en flux continu. Les réacteurs micro fluidiques portatifs permettraient un traitement sur le lieu d'identification des armes.

Alexandra Ter Halle, laboratoire des Interactions et Réactivité Chimique et Photochimique, Université Paul Sabatier
« Captodor : Développement et mise en perspective dans le champ criminologique d'un nouvel outil biométrique à base d'organogel poreux pour la capture d'odeurs corporelles ou l'analyse de résidus d'explosifs »

Le projet vise à développer un outil pour l'analyse des odeurs corporelles ou les résidus d'explosifs ou toute substance volatile pour l'identification d'un suspect. A chaque individu correspondrait une « empreinte olfactive » unique, faite d'un mélange de divers composés volatils comme des alcools, des esters, des cétones, des aldéhydes, etc. Grâce à un spectromètre de masse faisant office de « nez électronique », puis à des analyses statistiques, cette signature pourrait être détectée sur le lieu d'un attentat.



Marc Willinger, laboratoire Montpelliérain d'Economie Théorique et Appliquée (CNRS, INRA)
« **Identité, coopération et terrorisme** »

Ce projet, porté par des économistes, consiste à identifier les conditions dans lesquelles un conflit de type identitaire peut conduire à des attaques malveillantes et destructrices de la part d'individus exclus du groupe. S'appuyant sur la théorie des jeux, la méthodologie retenue est celle de l'expérimentation économique avec incitations réelles.

Omar Zanna, Université du Maine
« **Conversion religieuse en prison : de la réinsertion à la radicalisation ?** »

Ce projet vise à l'analyse du processus de conversion en prison, en s'appuyant sur l'idée que pour les détenus l'incarcération est vécue comme un choc ontologique radical, conduisant parfois à une redéfinition identitaire totale. En dernière analyse, il s'agit de comprendre pourquoi, pour certains, la religion en prison constitue un facteur de réinsertion sociale, pour d'autres, un vecteur de radicalisation. L'enquête sera effectuée à la prison de Rennes et dans des établissements de Brest, Le Mans, Nantes et se déroulera sous forme d'entretiens et de construction de récit de vie.



Paris, le 18 novembre 2015

Chères et chers collègues,

L'ampleur du traumatisme causé par les attentats tend à rendre dérisoire toute action qui n'aurait pas d'effet immédiat. Pourtant, cinq jours après le drame qui a frappé la France et passé le temps des déclarations solennelles, la communauté scientifique se voit une fois de plus renvoyée à l'essentiel : comprendre dans le détail et avec toute la profondeur nécessaire les phénomènes qui sont à l'œuvre aujourd'hui. Pour mieux les combattre, sans verser dans l'aveuglement qui est justement la marque de la terreur et de ses acteurs, et en utilisant ce que nous avons de meilleur : l'intelligence et les connaissances, acquises par l'étude, le recul et le regard de la recherche. C'est la science qui permet de mieux comprendre ce qui est réellement visé, atteint, en nous tous et au-delà dans le monde entier, par ces assassinats, et peut offrir, sinon des solutions, du moins de nouvelles voies d'analyse et d'action.

Nous ne partons pas de rien.

« Après Charlie, quelle recherche ? », telle était l'interrogation que nous posions il y a moins d'un an, appelant à un « meilleur transfert » des travaux existants vers le monde de la décision publique et invitant les communautés de chercheurs concernés à s'investir dans des recherches nouvelles ou délaissées. Nous avons réuni des expériences de « community services », ces formes d'intervention d'une institution de recherche dans la cité, qui permettent à toute la communauté académique de mettre sa créativité et son expertise au service de la société. Le CNRS a soutenu plusieurs projets de recherche sur le risque qui concerne la sécurité humaine, thématique qui ne doit pas être limitée aux expertises militaires et industrielles, ni se focaliser uniquement sur le « sentiment » d'insécurité.

Nous avons également engagé des recherches sur le comportement humain, individuel et collectif, jusqu'ici rarement objet de recherches en France et pourtant élément essentiel pour l'analyse et la prévention des violences, ainsi que sur les processus et trajectoires de radicalisation. Pointant nos propres faiblesses, nous sommes déterminés à soutenir les études sur l'islam qui sont menacées en France alors qu'elles s'intensifient partout ailleurs.

Ces premières réponses, que nous avons mises en place en lien étroit avec l'Alliance Athéna, l'alliance nationale des sciences humaines et sociales, qui regroupe tous les acteurs de la recherche dans ces domaines, sont plus que jamais d'actualité. Mais sans doute faut-il aller plus loin, aussi bien dans nos travaux que dans notre façon de nous mobiliser.

C'est pourquoi je lance à l'ensemble de notre communauté académique *un appel à propositions sur tous les sujets pouvant relever des questions posées à nos sociétés par les attentats et leurs conséquences, et ouvrant la voie à des solutions nouvelles – sociales, techniques, numériques.*

Le CNRS examinera toutes les propositions. L'objectif est d'occuper des terrains vacants, de répondre à des interrogations qui croisent plusieurs champs disciplinaires, d'utiliser des techniques participatives et les compétences de tous. Chaque projet sélectionné, selon une procédure rigoureuse, simple et rapide, sera doté de moyens de façon à pouvoir présenter des résultats dès 2016.



Le temps de la recherche n'est certes pas celui de la politique. Mais je vois là une occasion rare pour la communauté scientifique d'exprimer une forme de solidarité avec tous ceux qui, de près ou de loin, ont été touchés par ces événements terribles qui, nous le savons tous, peuvent se répéter.

Alain Fuchs Président du CNRS

Les projets de recherche (3 à 5 pages maximum) sont à envoyer en format électronique (pdf) à l'adresse attentats-recherche@cnrs.fr

Les projets seront expertisés au fur et à mesure de leur arrivée. Il n'y a pas de formulaire type.